

Arrêté – 2026 – 115

Portant réglementation globale de la police des animaux, de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE CORPS-NUDS

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 (relatifs aux pouvoirs de police générale du maire), L. 2212-5 et L. 2213-2 ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 211-11 à L. 211-16 (chiens dangereux), L. 211-19 à L. 211-28 (divagation, fourrière et gestion des animaux errants) ;

VU le Code pénal, notamment les articles R. 622-2 (divagation), R. 623-2 (bruits de voisinage), R. 632-1 et R. 635-8 (abandon d'ordures et déjections) ;

VU le Code de la santé publique, notamment les articles R. 1336-5 et suivants relatifs aux bruits de voisinage et à la protection de la santé publique ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques sur l'ensemble du territoire de la commune ;

CONSIDÉRANT que la divagation d'animaux domestiques ou d'élevage constitue un risque majeur d'accidents de la circulation et de menaces pour la sécurité des administrés ;

CONSIDÉRANT que les morsures ou agressions par des chiens non maîtrisés ou classés comme dangereux imposent un encadrement strict de leur circulation ;

CONSIDÉRANT que les aboiements intempestifs et répétés ainsi que les bruits excessifs causés par des animaux altèrent gravement la tranquillité du voisinage et le repos des habitants ;

CONSIDÉRANT que l'abandon de déjections canines sur le domaine public nuit à la salubrité et à la propreté des voies, trottoirs, parcs et espaces de jeux ;

CONSIDÉRANT que le nourrissage sauvage d'animaux errants ou sauvages favorise la prolifération de nuisibles et pose des risques épidémiologiques importants ;

ARRÊTÉ :

Article 1 : Interdiction stricte de la divagation

Il est formellement interdit de laisser divaguer les animaux domestiques (chiens, chats) et les animaux d'élevage ou de rente (bétail, volailles, chevaux) sur l'ensemble des voies publiques, places, parcs, jardins et espaces naturels de la commune.

Un animal est considéré en état de divagation s'il n'est plus sous la surveillance effective de son gardien, s'il se trouve hors de portée de voix ou de tout moyen de rappel, ou s'il est abandonné à son seul instinct.

Article 2 : Circulation et tenue en laisse des chiens

Sur toutes les voies publiques, les trottoirs, les sentiers communaux, les places et les parcs ouverts au public, les chiens doivent être obligatoirement maintenus en laisse, quelle que soit leur taille ou leur race. La laisse doit être d'une longueur permettant de contrôler l'animal en toute circonstance.

Article 3 : Chiens dangereux (1ère et 2ème catégories)

Le propriétaire ou le détenteur d'un chien de 1ère catégorie (chiens d'attaque) ou de 2ème catégorie (chiens de garde et de défense) doit appliquer rigoureusement les dispositions légales :

- **Permis de détention** : L'animal doit être déclaré en mairie afin d'obtenir un permis de détention réglementaire.
- **Sécurité** : Sur la voie publique et dans les espaces ouverts au public, ces animaux doivent être obligatoirement muselés et tenus en laisse par une personne majeure.
- **Interdictions** : L'accès aux transports en commun, aux locaux publics et aux rassemblements est strictement interdit aux chiens de 1ère catégorie.

Article 4 : Lutte contre les nuisances sonores et aboiements

Les propriétaires, gardiens ou détenteurs d'animaux doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter que ces derniers n'altèrent la tranquillité du voisinage.

- Les aboiements répétés, prolongés, continus ou intempestifs, de jour comme de nuit, sont interdits, que l'animal se trouve à l'intérieur d'une habitation, sur un balcon, dans une cour ou dans un jardin privatif.
- Les cris et bruits d'autres animaux (volailles, bétail, oiseaux de volière) ne doivent pas non plus constituer une gêne anormale de voisinage par leur intensité ou leur répétition.

Article 5 : Salubrité publique et déjections canines

Les déjections canines sont strictement interdites sur les trottoirs, les voies publiques, les espaces verts, les parcs et les aires de jeux pour enfants. Les personnes accompagnant un animal sont tenues de ramasser immédiatement et par tout moyen approprié (notamment à l'aide de sacs plastiques) les déjections de leur animal. Les sacs fermés doivent être déposés dans les poubelles publiques ou ménagères.

Article 6 : Interdiction de nourrissage des animaux errants et sauvages

Afin d'éviter la prolifération d'animaux errants (chats, pigeons) ou nuisibles (rats), il est interdit de jeter ou de déposer des graines, de la nourriture ou des restes d'aliments dans les voies, espaces publics, cours d'immeubles ou parcs de la commune. Le nourrissage régulier des animaux errants sur le domaine public ou privé est interdit, sauf dans le cadre de campagnes de stérilisation expressément validées par la municipalité.

Article 7 : Capture, mise en fourrière et frais

Tout animal errant ou en état de divagation sera capturé par les services municipaux ou par l'entreprise mandatée par la commune, puis transféré immédiatement à la fourrière agréée.

Le propriétaire ne pourra récupérer son animal qu'après présentation de ses justificatifs d'identité et d'identification de l'animal, et après s'être acquitté de l'intégralité des frais de capture, de transport et de garde journalière.

Article 8 : Constatations et sanctions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux dressés par les officiers ou agents de police judiciaire, les agents de police municipale ou tout autre agent habilité.

Les contrevenants s'exposent aux amendes forfaitaires prévues par le Code pénal et le Code rural pour chaque type d'infraction (contraventions de 1ère à 4ème classe, voire 5ème classe pour les manquements graves liés aux chiens dangereux).

Article 9 : Exécution et publicité

La Directrice Générale des Services de la Mairie, la Police Municipale, et le Commandant de la brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera transmise à Madame le Préfet du département d Ille et Vilaine et de la Région Bretagne. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié sur le site internet de la commune pour information des administrés.

A CORPS-NUDS, le 28 septembre 2026
Monsieur le Maire,


Laurent LISEMBART

